



Quitter l'«enfer vert» du soja OGM? Les paysans paraguayens y croient

MOUVEMENT SOCIAL • L'élection d'un président de gauche fait souffler un vent nouveau sur le Paraguay. Dans les campagnes, on rêve de stopper l'invasion du soja et de redistribuer la terre, témoigne Anibal Avalos.

PROPOS RECUEILLIS

PAR BENITO PEREZ

S'il est un pays sud-américain méconnu, c'est bien le Paraguay. «Nous ne sommes pas nationalistes, mais quand même! se lamente Anibal Avalos. Il faudrait que mon pays fasse parler de lui autrement que par la corruption et les trafics.» Cet autre Paraguay, le jeune paysan l'incarne mieux que de longs discours. Fils d'agriculteurs expulsés de leurs terres sous le régime du général Stroessner, il n'a cessé de se battre, avec sa communauté de San Isidro del Jejuí, pour recouvrer ses droits. «Chrétien en actes, pas en prières», il a intégré la Ligue agraire chrétienne à la pointe du combat

mais pour toute la région. La monoculture du soja renforce le modèle des méga-entrepreneurs qui ne s'intéressent à rien d'autre qu'au profit. Le Paraguay fut jadis l'un des pays les plus prospères du continent, avant d'être dévasté par ce modèle. On est passé de la distribution des richesses à la distribution de la misère.

Pourquoi?

La Constitution paraguayenne garantit le droit à la terre. Pourtant, il y a un pourcentage très élevé de paysans sans terre. Et malgré cela, le *latifundio* traditionnel ne suffit plus aux investisseurs du soja! Chaque jour, la paysannerie continue de perdre des surfaces cultivables. A la place de fermes qui nourrissent des familles, on voit se développer des exploitations gigantesques de soja transgénique, de

bien sûr, mais aussi des processus légaux. C'est à ces derniers que je m'attèle: il s'agit de former les gens pour qu'ils connaissent leurs droits et puissent les faire valoir. Des lois prometteuses, il y en a en pagaille au Paraguay: pour redistribuer la terre, pour protéger l'environnement, etc., etc. Le problème, c'est que ces lois ne sont jamais appliquées!

Face aux fumigations massives, nous sommes parfois contraints de mener des actions radicales. Mais en général nous cherchons le dialogue. Le gouvernement actuel a un projet de zonage, séparant les cultures OGM des autres exploitations. Nous le soutenons.

Que demande le monde paysan au gouvernement?

Nous réclamons que l'Etat décrite l'urgence agraire! La priorité doit être la réalisation d'une réforme agraire intégrale: d'abord, distribuer la terre et, ensuite, apporter les services de base indispensables à la vie à la campagne et à la production paysanne: marché, soutien technique, crédit, électricité, chemins, etc.

De cela, qu'a garanti le président?

Il s'est engagé à terminer le cadastre entamé avec le soutien financier de la Banque mondiale, mais qui a traîné jusque-là. Cela permettra de découvrir les nombreuses exploitations usurpées par les latifundistes et de les redistribuer. Le gouvernement achètera aussi des terres pour les donner aux paysans.

Selon quels critères faudrait-il la redistribuer?

Il faut sortir la terre du marché. Et pour cela nous demandons qu'elle soit confiée collectivement à des organisations paysannes. Seule la

propriété associative peut freiner l'invasion étrangère. Donner des terres à des familles puis les laisser se débrouiller, c'est la meilleure façon de faire semblant d'appliquer une réforme agraire, puis d'accuser les paysans de son échec!

Là aussi, le gouvernement semble sensible à la question. Il a nommé huit nouveaux responsables à l'Institut national de développement rural et de terres (INDERT), dans lesquels nous avons une totale confiance, avec pour mission d'étudier le type de propriété des terres souhaitable.

A l'autre bout de la chaîne, que faire pour la commercialisation? Nous demandons que l'Etat soutienne les structures de commercialisation groupées mises sur pied par les paysans afin de contourner les spéculateurs. Le gouvernement l'a promis.

A vous entendre, tout va pour le mieux...

Ce serait le cas si nous pouvions faire confiance au nouveau ministre de l'Agriculture et l'Elevage (*Cándido Vera, ndlr*)... Nous ne sommes pas sûr qu'un poste aussi crucial devait être confié à un dirigeant du Parti libéral radical (*le PLRA est le plus puissant mais le moins progressiste des partis alliés de Fernando Lugo, ndlr*). Malgré nos demandes, le ministre a refusé de se prononcer sur notre plan d'urgence agraire. De plus, nous avons de mauvais antécédents avec lui. Quand il était député, il avait refusé une proposition de réduction de l'usage des pesticides. Et son parti a aussi soutenu la privatisation des entreprises publiques et les lois dites «anti-terroristes»... 1

¹ Sur ce sujet lire notre enquête publiée le 19 avril 2008.



L'extension des exploitations de soja OGM pousse les paysans à l'exil. Mais leurs organisations ne perdent pas espoir d'arracher un plan d'urgence pour l'agriculture coopérative vivrière. KEYSTONE

«Imaginez qu'un pays aussi riche en nature que le Paraguay doit importer des aliments!»

contre la dictature et les grands propriétaires terriens. A la répression, il a répondu par le droit, se formant et informant des mécanismes de la justice. Aujourd'hui, Anibal Avalos s'investit pour une véritable réforme agraire qui protège l'environnement et la culture paysanne face à l'invasion du soja transgénique¹. De passage à Genève, le militant exprime son optimisme six semaines après l'investiture du premier président de gauche paraguayen, l'ancien évêque Fernando Lugo.

Le soja a le vent en poupe sur le marché mondial. N'est-ce pas une chance de développement pour le Paraguay?

Anibal Avalos: Non, c'est un immense danger, et pas seulement pour le Paraguay,

riz ou d'eucalyptus destinées à l'alimentation des animaux, aux agrocarburants ou au papier. Les fumigations massives d'herbicides finissent par chasser vers les villes ceux qui résistent et se retrouvent encerclés par les *sojeros* (*cultivateurs de soja, ndlr*)... Quand je vois comment on vit ici, dans une sorte de paradis, alors que nous, au Paraguay, nous devons supporter les conséquences des investissements européens... C'est une guerre cruelle! Imaginez: un pays aussi riche en nature que le Paraguay doit importer des aliments!

Comment s'organisent les paysans pour changer cette situation?

Il y a tout type d'organisation et de luttes. Des occupations,

Un mouvement social impliqué mais autonome

Quels sont les rapports entre les mouvements sociaux et le gouvernement de Fernando Lugo?

Au Paraguay, le mouvement populaire traverse une période d'unification, d'agrégation des forces pour avoir un impact au niveau politique, structurel. De multiples initiatives locales et sectorielles se sont fédérées dans un Front social et populaire, qui regroupe plus d'une centaine de mouvements sociaux, paysans, sans toit, et même indigènes. Ce front apporte un soutien critique au processus initié par le nouveau gouvernement; il demeure stratégiquement autonome. Le président Lugo a lui-même affirmé que les gens devaient s'aider eux-mêmes, s'auto-organiser, et non pas se reposer sur l'action du gouvernement.

Sentez-vous déjà l'effet du nouveau gouvernement?

Oui. La répression est moins forte. La justice paraguayenne est très politisée, et les pouvoirs se sont servis d'elle pour criminaliser notre lutte. Au Paraguay, les gens n'osent pas faire appel à la justice, car ils risquent des

représailles bien plus que d'obtenir gain de cause. Le président Nicanor Duarte Frutos avait promis lors de son élection en 2003 de changer ça. Les gens ont alors commencé à revendiquer leurs droits. La réponse a été terrible: il y a eu des morts, et plus de mille personnes ont été arrêtées et in-

«Désormais, les administrations manquent de chaises!»

culpées. Ce gouvernement a a mené une politique dite de «sécurité citoyenne», qui consistait à armer des civils pour qu'ils fassent eux-mêmes leur justice. Cela a provoqué un chaos lamentable! Plusieurs dirigeants paysans ont été assassinés et beaucoup de militants ont été effrayés et ont abandonné la lutte. Maintenant même si des menaces sont toujours proférées, on peut mieux respirer! Il y a de l'espoir que les gens osent à nouveau dénoncer les abus. Et que l'on puisse faire reculer la corruption, par

exemple, en élevant les salaires des policiers et des militaires.

Depuis un mois, les signes de changement se multiplient, malgré une situation financière difficile: entre l'élection présidentielle d'avril et l'investiture d'août, l'ancien pouvoir a vidé les caisses! Mais ça n'a pas empêché de rendre la santé publique gratuite.

Le président peut-il s'appuyer sur un Etat qui a été contrôlé pendant des décennies par le Parti colorado?

En tout cas, ces jours, tout le monde semble vouloir faire la preuve de son efficacité! Les premiers cas d'emplois fictifs ayant été dénoncés, tous les fonctionnaires accourent au travail. Au point que la plupart des administrations manquent désormais de chaises! Dans les rues de la capitale, les vendeurs de *mate* et de *tereré* (*deux boissons traditionnelles du Paraguay, ndlr*) ont perdu leurs meilleurs clients...

Plus sérieusement, on observe une vraie effervescence, les ministères mul-

tiplient les réunions de travail et de coordination. Les nouvelles politiques se mettent en place dans une atmosphère de transparence et de participation populaire. Des équipes de médecins ou de professeurs se rendent à la campagne pour évaluer les besoins.

Bien sûr, la volonté du président ne suffira pas à tout changer. Il doit tenir compte des pressions des multinationales et demeurer dans le cadre de la loi (*Fernando Lugo ne dispose pas de la majorité au parlement, ndlr*). Le Front social et populaire aura justement pour tâche de mettre la pression sur l'Etat. Je le répète, nous ne sommes pas une force progouvernement: nous l'appuierons s'il mène une politique favorable au peuple. Dans le cas contraire, nous le critiquerons.

Pour transformer réellement le Paraguay, ne faudrait-il pas convoquer une assemblée constituante comme en Equateur ou en Bolivie?

Oui, ce serait intéressant. Le projet existe, mais ce sera pour plus tard.

PROPOS RECUEILLIS PAR BPZ

L'UNIVERSITÉ DES DÉPOSSÉDÉS

Trente-trois ans! L'exode de la communauté de San Isidro del Jejuí à l'âge d'Anibal Avalos. Expulsés par la police du dictateur Stroessner, les ex-participants à cette expérience agraire inspirée par la théologie de la libération ont dû chercher leur voie à travers tout le pays. Mais sans jamais renoncer à leur projet collectif ni à leurs racines dans ce coin de San Pedro: dès la chute du général-président en 1989, les parents d'Anibal et leurs anciens voisins jettent leur dévolu sur 230 hectares de San Isidro del Jejuí, naguère achetées à l'Etat. Leurs droits sur cette parcelle sont reconnus par l'Institut paraguayen du bien-être rural. Mais le terrain ne leur est pas restitué. A bout, ils décident, dix ans plus tard, d'occuper par la force leur propre lopin. Ils en seront délogés à plusieurs reprises.

D'autres auraient abandonné ou pris les armes. Ou encore auraient accepté les mille hectares offerts ailleurs pour solde de tout compte. Pas les membres de San Isidro del Jejuí. Relançant inlassablement la procédure judiciaire, ils sont désormais suspendus à une décision de la Cour suprême.

Dans l'attente, les paysans ont peaufiné un projet devenu emblématique: «Sur ces terres nous fonderons une université populaire pour les dépossédés», assure Anibal Avalos, qui espère offrir une seconde chance à «ceux qui, comme moi, n'ont pu étudier à cause de leur situation de précarité ou de la discrimination politique». Articulé autour d'une ferme modèle biologique, le futur institut offrira assistance et formation juridiques et œuvrera à renforcer les initiatives d'auto-organisation paysanne. Enfin, San Isidro del Jejuí offrira un espace à la mémoire du mouvement paysan paraguayen et de ses martyrs. BPZ

Contact: francis_gabriel_08@yahoo.es (espagnol) ou retosonderegger@gmx.ch (français).



La Fédération genevoise de coopération (FGC), qui regroupe une cinquantaine d'organisations de solidarité Nord-Sud, soutient financièrement, avec l'appui de la Ville de Genève, la rubrique «Solidarité internationale». Le contenu de cette page n'engage ni la FGC ni la Ville de Genève.